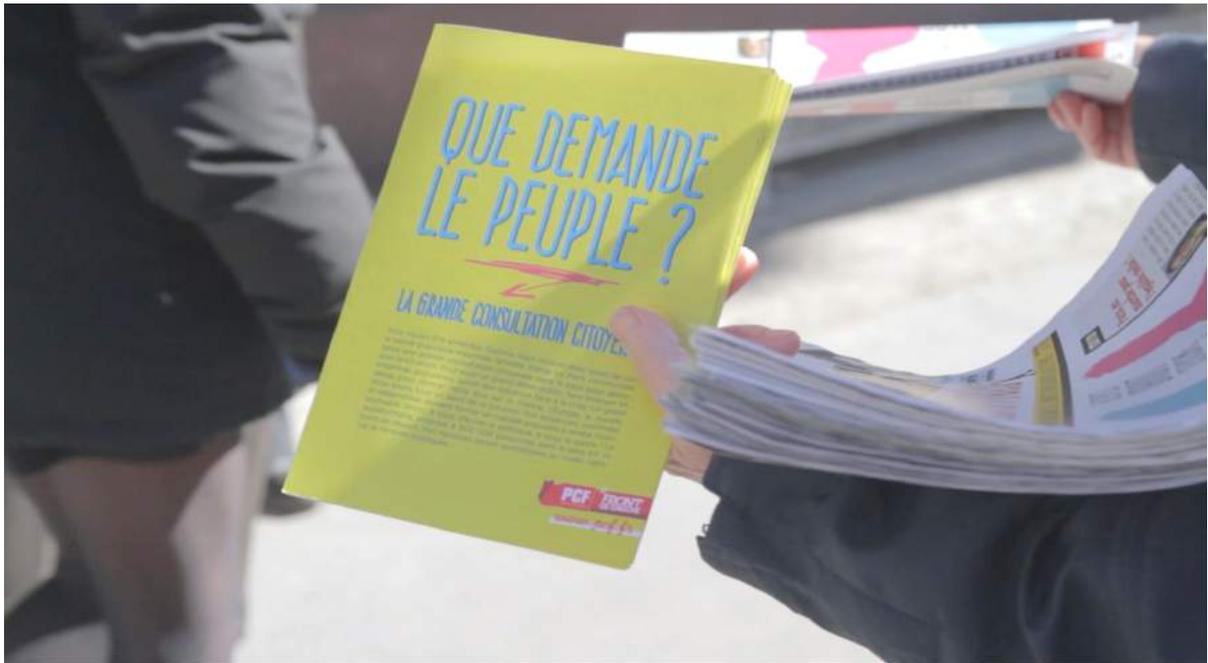


rendre incontournable
Ce que demande le peuple ?

LES RESULTATS / LES ANALYSES



Au cours de ces derniers mois, sous diverses formes, les militants et militantes du PCF sont allés à la rencontre du peuple pour entendre ses préoccupations, ses attentes, ses idées et ses espoirs. Des milliers de personnes, dont la parole est trop souvent confisquée, se sont exprimées en toute liberté et ont rempli un questionnaire initié par le Parti communiste français avec l'accompagnement de l'Institut Via Voice..

Il en résulte une enquête qui révèle un visage de la France qu'on ne voit pas dans les médias. Ce sont les résultats de cette enquête qui sont présentés dans ce document ainsi que l'analyse de Via Voice puis du Parti communiste français.

Nombre de participants a la consultation

400 000 PERSONNES RENCONTRÉES
65 000 QUESTIONNAIRES REMPLIS

4145 questionnaires, constituant un échantillon représentatif, ont été sélectionnés par l'Institut Via Voice. C'est sur cette base que Via Voice a établi les résultats nationaux de la Grande consultation citoyenne.

L'ensemble des enquêtes sera dépouillé par les communistes pour enrichir notre analyse et nos propositions.

Profil de la totalité des participants

Profils des 65 000 participants

		(Comparatif pop. française)
Homme	56 %	48 %
Femme	44 %	52 %
16 - 24 ans	12 %	12 %
25 - 34 ans	13 %	16 %
35 - 49 ans	20 %	26 %
50 - 64 ans	30 %	25 %
65 ans et plus	25 %	21 %
Agriculteur-trice	1 %	1 %
Artisan-e/Commerçant-e/Chef-fe d'entreprise	3 %	3 %
Cadre / Professions intellectuelles supérieures	14 %	9 %
Prof. intermédiaire (techniciens, enseignant-e-s, infirmier-e-s...)	14 %	14 %
Employé-e / Ouvrier-e	21 %	28 %
Retraité-e	31 %	30 %
Demandeur-se d'emploi	7 %	7 %
Étudiant-e	9 %	8 %



Synthèse des enseignements (1/2)

Résultats (provisoires) de la grande consultation citoyenne :

Des attentes fortes pour une convergence des luttes sociales, démocratiques et environnementales

Les attentes populaires sont exigeantes pour demain, à la hauteur des enjeux actuels et de l'état de notre pays.

Loin d'une vision uniforme de la « crise » et des échecs de la majorité depuis 2012, les participants à la consultation dressent, à travers leurs réponses à la consultation, le portrait d'une France en proie à de multiples défis, tout aussi importants à leurs yeux :

- Défi économique et social, d'une part, lié à la nécessité de trouver une issue au chômage pour les millions de travailleurs qui en sont privés, mais aussi au manque de pouvoir d'achat et à la défense des acquis sociaux et des services publics ;
- Défi démocratique, également, pour refonder la République à tous les niveaux, tant au niveau des institutions qui doivent donner davantage sa voix au peuple, qu'au niveau de la société, pour « construire de l'égalité » partout où elle est menacée (entre hommes et femmes, envers les minorités discriminées et stigmatisées) et « refaire société » à l'heure où terrorisme et extrémismes menacent le vivre-ensemble ;
- Défi environnemental, aussi, face à la menace climatique et à la nécessité d'inventer de nouveaux modes de vie plus durables : loin d'être mis de côté à la faveur de la crise, cette attente reste ainsi d'autant plus d'actualité qu'elle participe à l'espoir d'un modèle alternatif au libéralisme et à la société de consommation à outrance.

Ces exigences en appellent une autre, également mis en avant : le défi politique, celui de se mobiliser en tant que citoyens, et celui de construire collectivement un projet de société répondant à ces inquiétudes, mais aussi à ces espoirs.

Salaires, environnement et discriminations en tête des préoccupations personnelles

Parmi les priorités à « changer tout de suite dans leur vie quotidienne », les répondants à la consultation citent notamment les revendications salariales (un meilleur salaire, de meilleurs revenus, 38 %), une action plus forte pour l'environnement (31 %) et la volonté « que cessent les discriminations » (28 %).

Ce triptyque de priorités est significatif à plusieurs égards : au sens où il remet la question salariale au cœur des revendications politiques, à rebours d'une remise en cause croissante du « coût du travail » ; au sens, également, où il (ré)affirme le lien entre environnement, discriminations et vie quotidienne des Français. Loin d'être cantonnés aux « questions de société » ou aux valeurs, l'environnement et le vivre-ensemble apparaissent donc bien comme des priorités très concrètes pour l'avenir, appelant une action politique volontaire et urgente.



Synthèse des enseignements (2/2)

Enfin, l'accès aux services publics apparaît également comme un enjeu essentiel du quotidien : 27 % des participants citent ainsi « une meilleure éducation, une meilleure formation pour moi ou mes enfants » et 26 % « être mieux soigné, mieux remboursé » parmi leurs priorités personnelles.

Des participants à la consultation opposés au fatalisme et aux idées toutes faites

Confrontés à un certain nombre d'affirmations, les participants à la consultation montrent à travers leurs réponses un refus tout à la fois du fatalisme et des idées répandues sur la société et ses « boucs émissaires » :

- Ainsi pour 76 % d'entre eux « les immigrés ne sont pas la cause de la crise sociale » (un taux comparable, 78 %, affirmant que les vrais responsables sont les banques, les grands actionnaires et la finance) ; ils sont également 67 % à dénoncer l'idée de « coût du travail » car « le travail produit des richesses » ; enfin, 58 % refusent l'idée selon laquelle « il suffit qu'un individu le veuille pour s'en sortir ».
- Par ailleurs, tout fatalisme est écarté puisque 71 % rejettent l'idée qu'« on vit de plus en plus mal et c'est une fatalité, on n'y peut rien ». Ils sont même à l'inverse 65 % à déclarer qu'en France « on manque de rêves et d'utopies », et 71 % à penser qu'ils peuvent « jouer un rôle pour transformer la société ».

En tête des propositions pour l'avenir : une nouvelle République citoyenne, des services publics plus performants et une « révolution » financière et fiscale

Parmi les décisions exprimées librement par les répondants, quatre registres de réponses ressortent en priorité : le premier est lié aux aspirations démocratiques, allant vers un système institutionnel (qui serait une « VI^e République » pour certains) donnant notamment plus de place au peuple ; le second registre est lié aux services publics ; le troisième registre est lié à la lutte contre le chômage. Enfin le quatrième registre exige une grande remise à plat du système financier et de la fiscalité. Une proposition faisant écho aux 62 % de participants qui placent parmi leurs priorités économiques le souhait de « limiter le pouvoir des actionnaires en donnant de nouveaux droits aux salariés ».

L'environnement, la lutte contre les inégalités et la ré-industrialisation complètent ces propositions faites par les participants à la consultation, montrant encore une fois une exigence tout à la fois sociale, économique, démocratique et environnementale.

« Refaire société » à travers une action autant politique que démocratique

Face à ces enjeux, l'action politique attendue est démocratique sur tous les sens du terme, c'est-à-dire issue de la mobilisation populaire (avec des souhaits de mobilisation diversifiés et importants) et au service du « peuple » dans son ensemble, en recréant un lien social mis à mal par la crise et le climat délétère créé par les attentats, la montée de l'extrême-droite et l'obsession identitaire d'une partie de la classe politique.

« Refaire société », en quelque sorte, en remobilisant la société dans son ensemble vers des projets communs, collectifs, et ambitieux.



Vos préoccupations et vos priorités quotidiennes

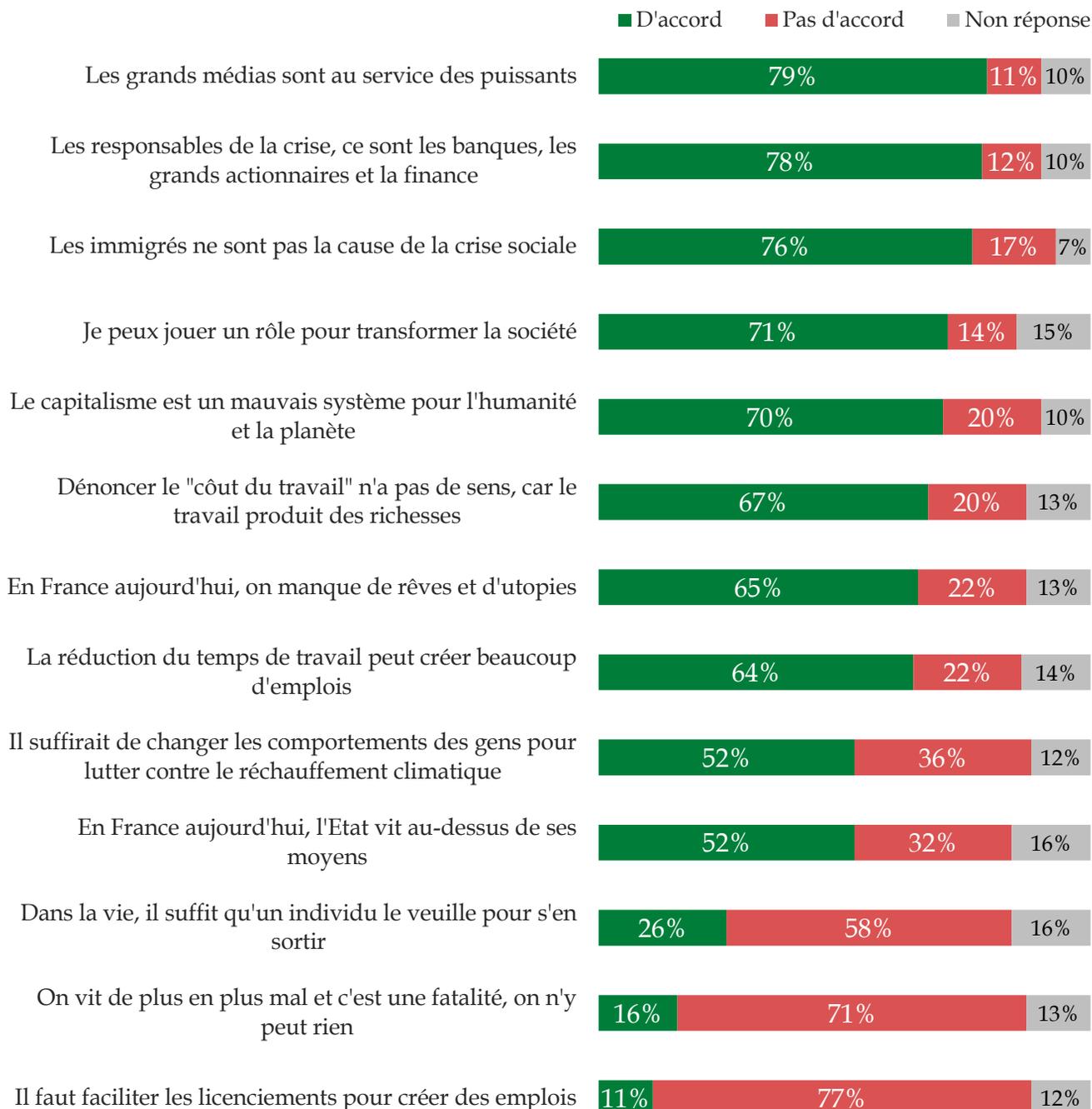
Qu'est-ce qui est prioritaire de changer tout de suite dans votre vie quotidienne ?





Vos idées sur la société actuelle

Que pensez-vous des affirmations suivantes ?





Propositions pour l'avenir du pays (1/2)

Quelles sont selon vous les trois décisions prioritaires à prendre pour l'avenir du pays ?

31 %

Une nouvelle République plus démocratique, plus proche du citoyen

« Rétablir la démocratie. » ; « Passage à la 6^{ème} République. » ; « Refonder la République »
« Remettre le "politique" au même niveau que le peuple. » ; « Ecouter au mieux le peuple à travers des referendums par exemple. » ; « Pouvoir de révocation des citoyens » ; « Une République sociale »

27 %

Améliorer les services publics (santé, éducation, culture, sécurité)

« Renforcer l'éducation nationale (budget - personnel - formation - programme). »
« Favoriser l'accès à la culture. » ; « Financer la recherche. » ; « Revoir le système de santé. »

25 %

Créer des emplois / lutter contre le chômage

« Création d'emploi. » ; « Travail pour tous. » ; « Recréer de l'emploi. » ; « Réduction du chômage. »

25 %

Une révolution financière et fiscale

« Taxation des profits. » ; « Limiter le pouvoir de la finance et des banques. »
« Lutter contre l'exil fiscal. » ; « Faire payer aux grandes entreprises les impôts qu'ils doivent. »
« Lutter contre les paradis fiscaux. » ; « Avoir une économie plus sociale et solidaire. »

18 %

Un engagement fort pour l'environnement et le développement durable

« Privilégier le développement durable. » ; « Amorcer véritablement une transition énergétique et investir dans les infrastructures et les énergies renouvelables. » ; « Environnement. » ; « Ecologie. »

17 %

Réduire les inégalités, redistribuer les richesses, davantage d'égalité des chances

« Lutte contre les inégalités. » ; « Remettre l'égalité des chances au cœur du dispositif. »
« Redistribuer les richesses à ceux qui les créent » ; « Réduire les écarts de revenu »

11 %

Ré-industrialiser, nationaliser, lutter contre les délocalisations

« Nationaliser les banques et les grandes entreprises (industrie, transport, énergie etc.) »
« Lancer une grande politique d'investissement public dans les secteurs clefs : énergie, transports, éducation. » ; « Relocaliser la production agricole et industrielle »



Propositions pour l'avenir du pays (2/2)

Quelles sont selon vous les trois décisions prioritaires à prendre pour l'avenir du pays ?

10 %

Une hausse des salaires

« Augmenter les salaires. » ; « Une augmentation du pouvoir d'achat. »
« Une augmentation du SMIC. » ; « Un revenu minimum pour tous. »

10 %

Une réduction du temps de travail

« Semaine de 32 heures. » ; « Partager le temps de travail. »

8 %

Changer la façon de faire la politique

« Responsabiliser les hommes politiques et les sanctionner juridiquement. »
« Abolir les privilèges des gouvernants. » ; « Arrêter le cumul des mandats. »
« Les carrières politiques sont néfastes à l'avenir du pays. »

7 %

Changer l'Europe

« Créer une Europe des peuples. » ; « Supprimer l'Euro. »
« Changer le système de l'Union Européenne. » ; « S'affranchir des contraintes de l'Union Européenne. »

6 %

Revoir la politique du logement, plus de logements sociaux

« Logements sociaux. » ; « Réduire les loyers. »
« Meilleure répartition et meilleure attribution des logements sociaux. »

5 %

Revenir à une retraite à 60 ans, augmenter les pensions

« Retraite à 60 ans. » ; « Augmenter les retraites. »

3 %

Une autre politique d'immigration et d'accueil (plus ouverte ou plus fermée)

« Droit de vote aux étrangers. » ; « Accueillir les migrants. » ; « Réduire l'immigration »

2 %

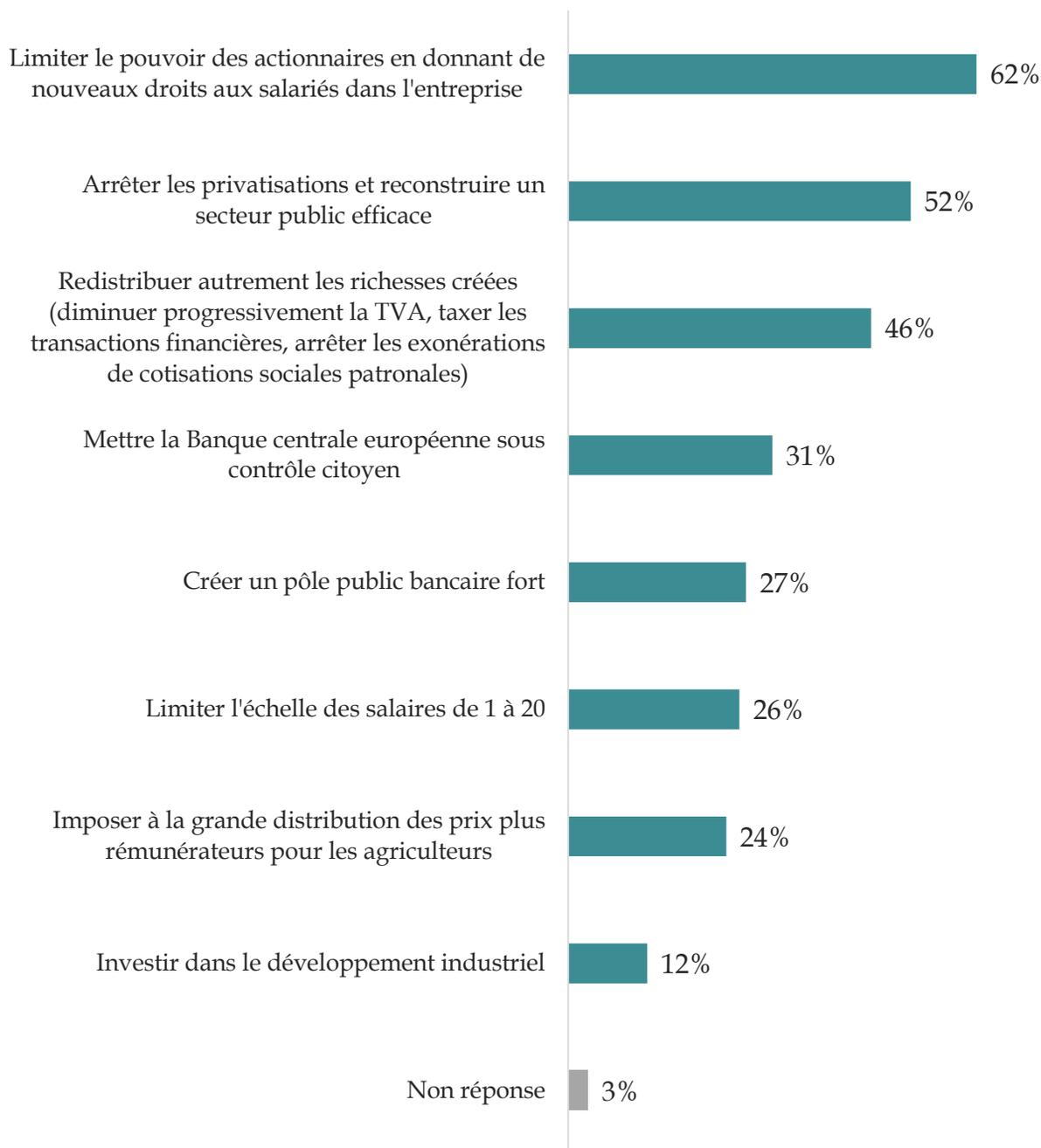
Un désengagement des interventions extérieures, une sortie de l'OTAN

« Sortir des guerres » ; « Sortir de l'OTAN. » ; « Politique étrangère autonome par rapport aux Etats-Unis. »



Prendre le pouvoir sur l'argent

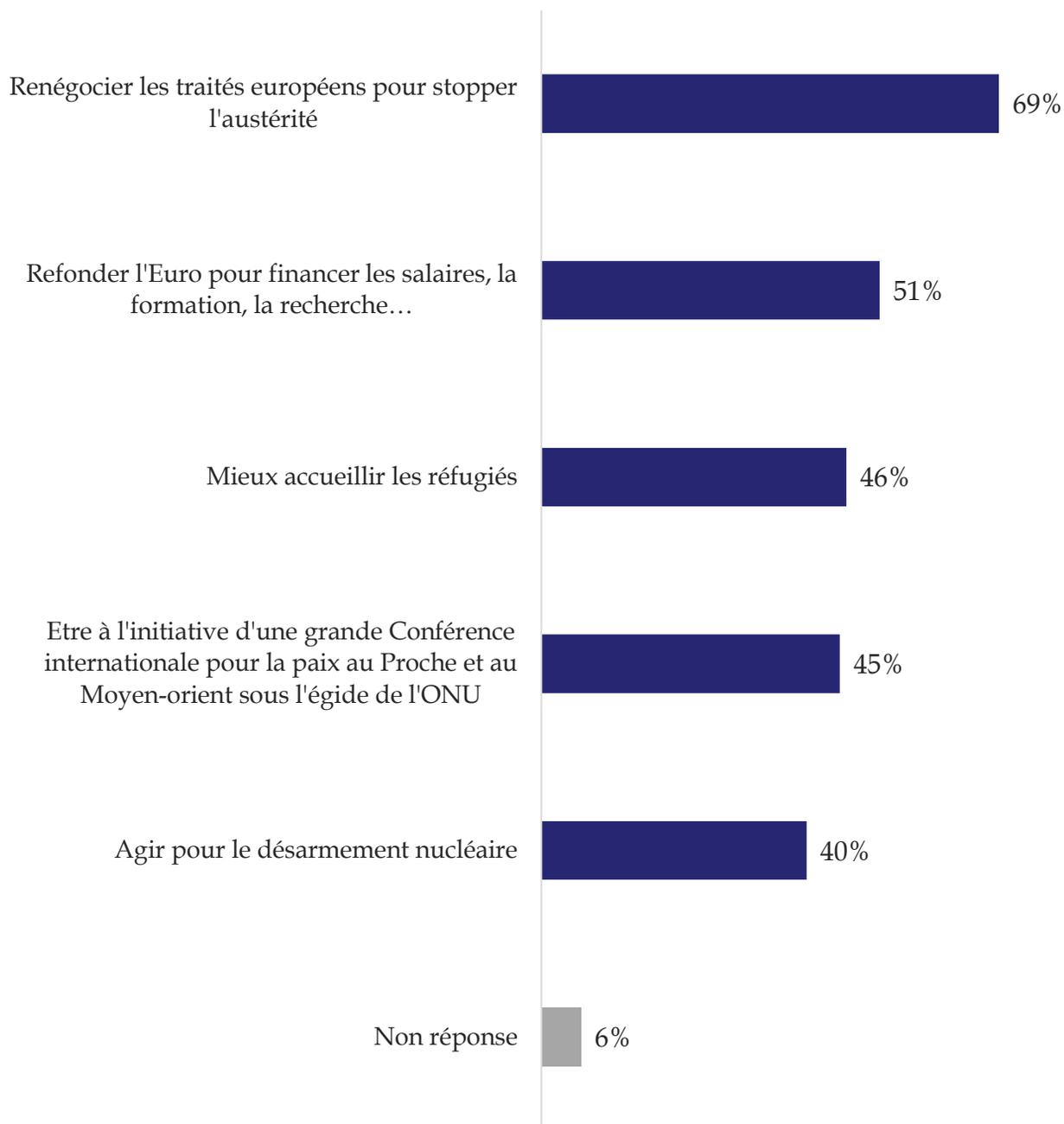
Si elles étaient portées lors des échéances nationales de 2017, quelles seraient vos priorités ?





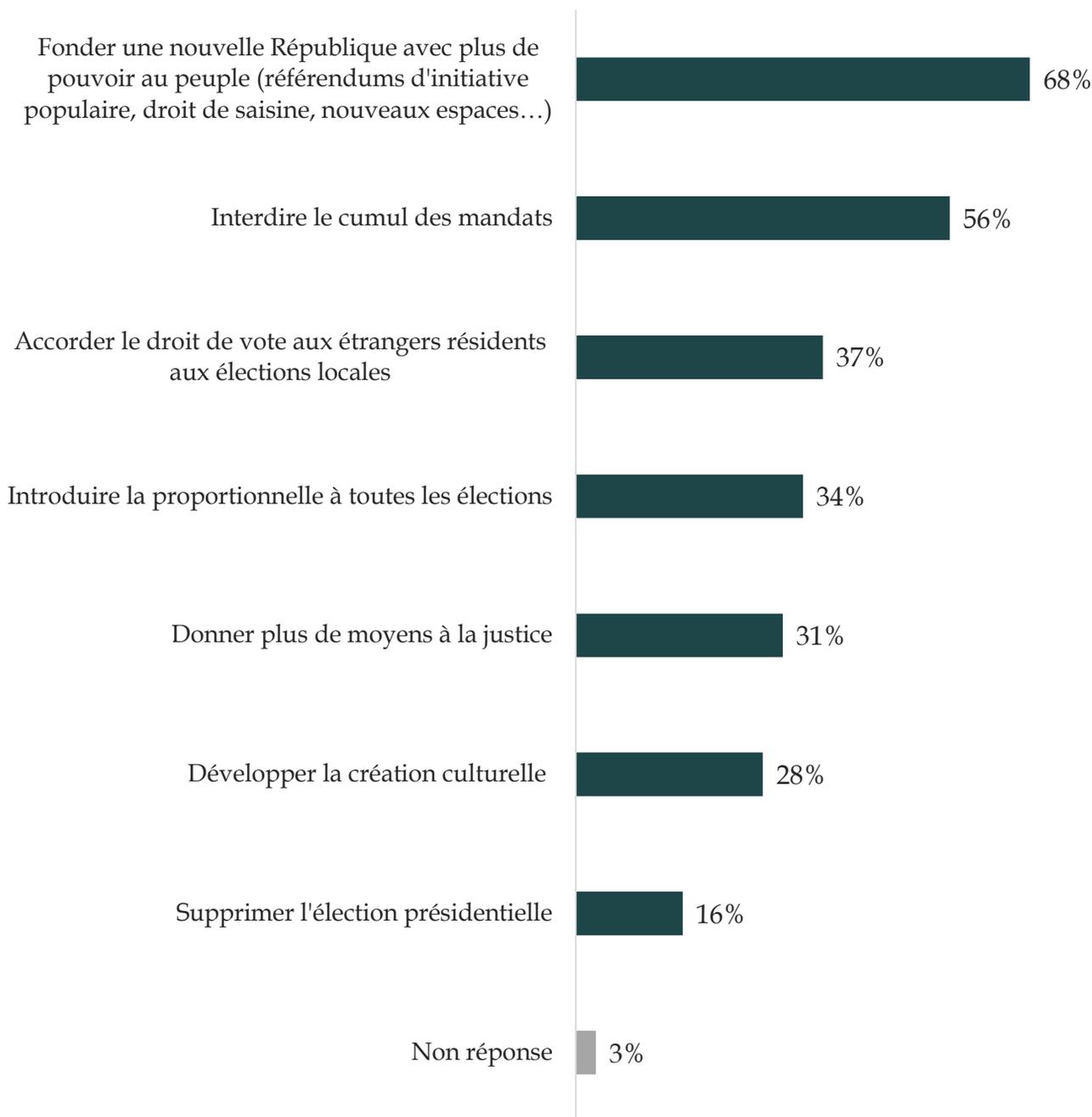
Changer l'Europe et le monde

Si elles étaient portées lors des échéances nationales de 2017, quelles seraient vos priorités ?



Pour la démocratie

Si elles étaient portées lors des échéances nationales de 2017, quelles seraient vos priorités ?



Vivre mieux

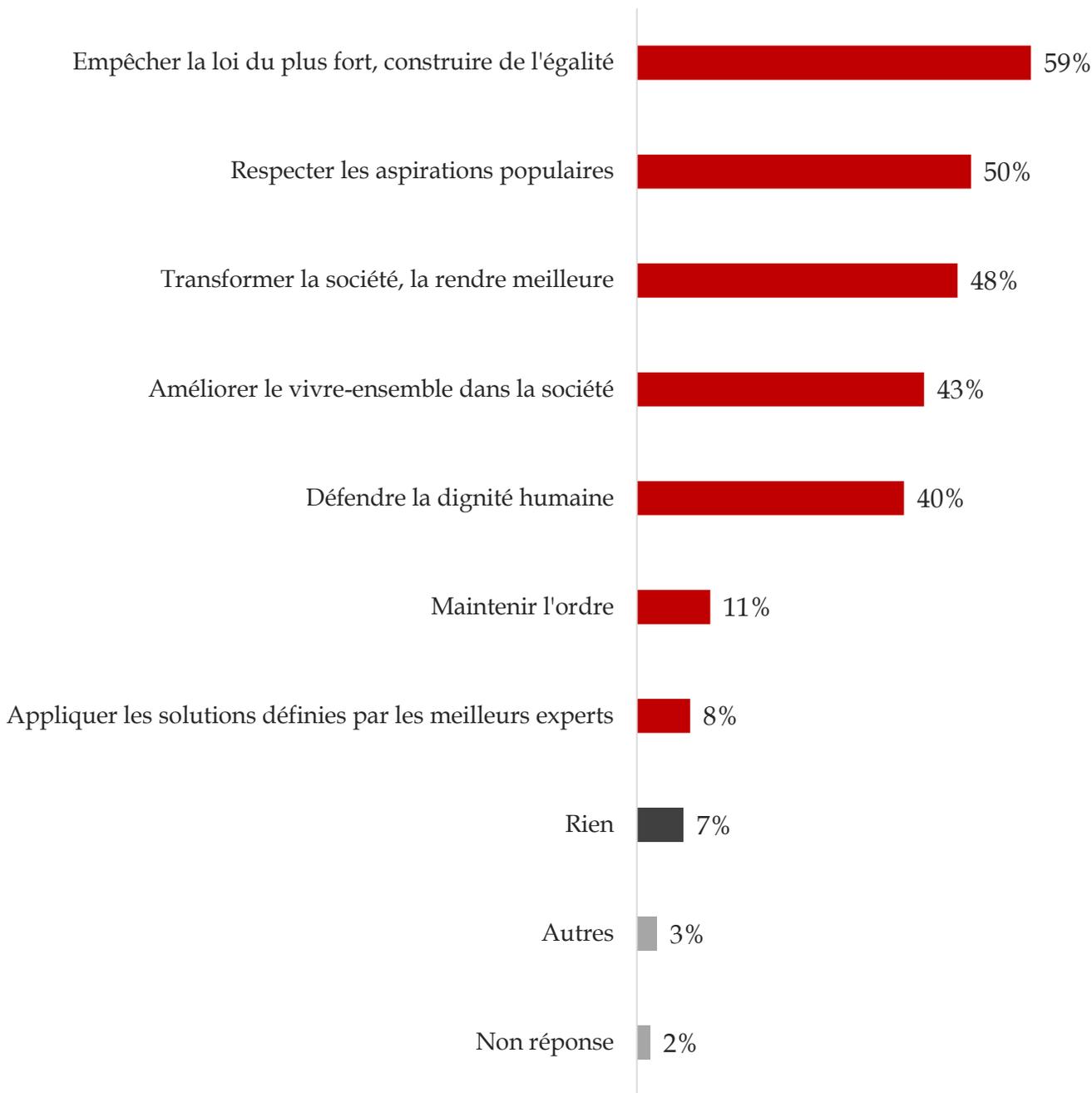
Si elles étaient portées lors des échéances nationales de 2017, quelles seraient vos priorités ?





Attentes vis-à-vis de la politique

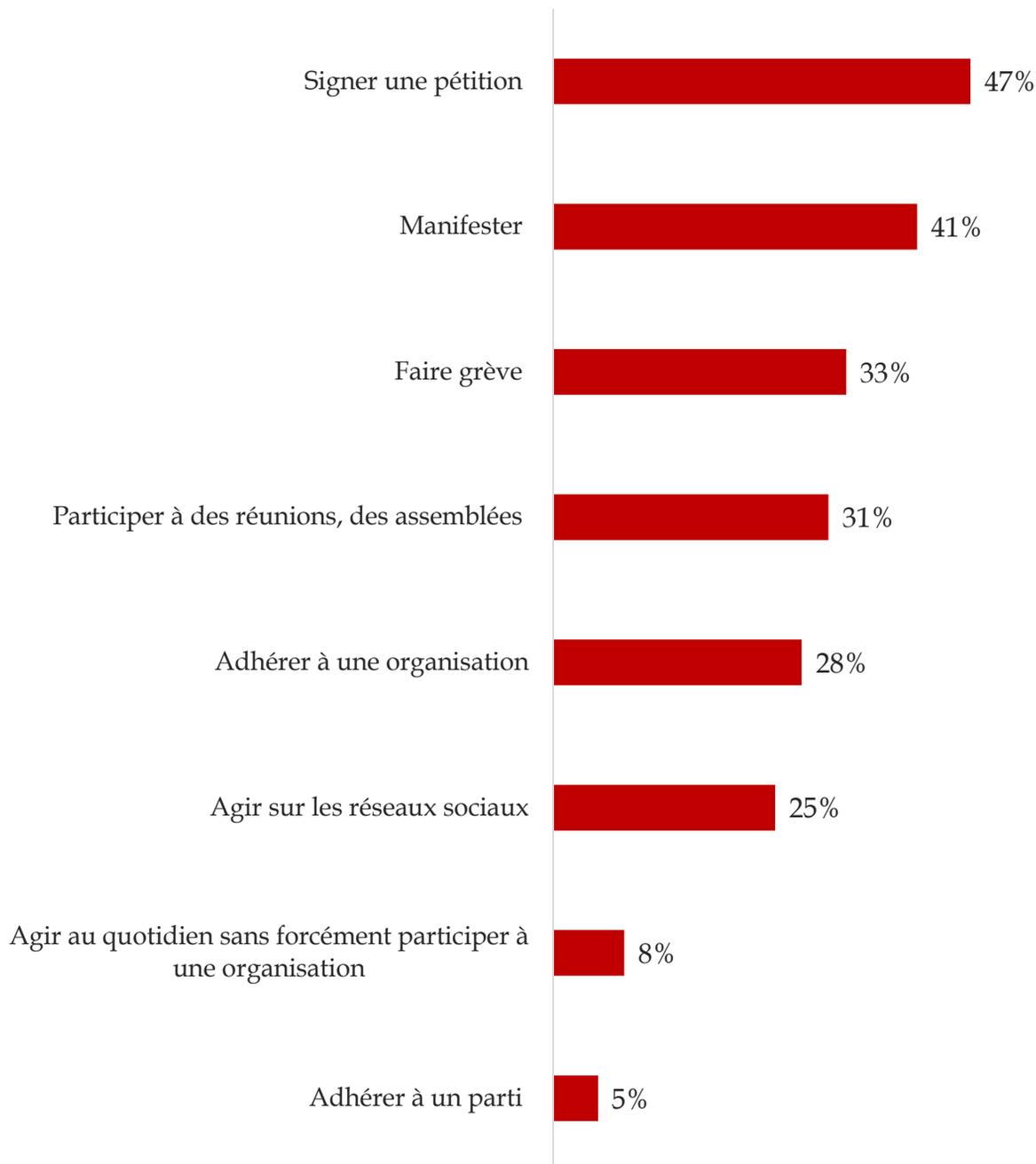
Qu'attendez-vous de la politique, en priorité ?





Souhaits d'action et de mobilisation

Pour agir, que seriez-vous prêt à faire ?



Question ouverte, réponses spontanées et multiples, total supérieur à 100 %



Attentes vis-à-vis du Parti communiste

**Pour finir, qu'auriez-vous à dire au Parti communiste ?
Qu'attendez-vous de lui, de ses élu-e-s, de ses militant-e-s ?**

24 %

**Un engagement plus fort, plus visible, plus influent :
davantage d'action sur le terrain et de présence dans les médias**

« Qu'il influence plus la politique. » ; « Plus de visibilité dans les médias. »
« Discours précis, clair, compris par tous. » ; « Plus d'actions. »

17 %

**Se moderniser et s'ouvrir aux problématiques actuelles
(enjeux climatiques, économiques), être plus pragmatique**

« Plus de douceur dans le discours politique » ; « S'ouvrir un peu plus aux réalités économiques du monde. » ; « Mettre davantage l'accent sur les problèmes d'environnement. »

16 %

Porter la voix du peuple, se battre pour l'égalité, tenir ses promesses

« Qu'il privilégie l'intérêt public. » ; « Plus d'écoute, plus prêt des citoyens. »
« Respecter les engagements pris. » ; « Etre sincère dans leur démarche. »

10 %

Rester fidèle à lui-même et à l'idée communiste, continuer

« Que vous continuiez votre combat au quotidien, il ne faut surtout pas baisser les bras, la France va mal. » ; « Rappelez vous les fondamentaux. » ; « Continuez ! »

8 %

Le PCF doit s'affirmer / s'opposer au gouvernement et au Parti socialiste

« Qu'il se coupe définitivement du PS, sans ambiguïté. »
« Ne plus appeler à voter socialiste au second tour. »

8 %

Récréer une force unitaire et forte à la gauche de la gauche

« Faisons confiance à un renouveau du Front de gauche. » ; « Recréer une gauche forte, une réelle alternative au libéralisme. » ; « Rassemblez-vous. »

L'AVIS DU PCF

Les attentes sont là : vivre mieux, vivre bien. Quand on écoute bien ce que disent les hommes et les femmes de ce pays, il y a de la colère. Chacune et chacun veut être respecté, chacune et chacun veut des droits. C'est la force toujours présente d'une valeur fondamentale à laquelle notre peuple est attaché : l'égalité. Pas de passe-droits, pas d'injustice, pas de discriminations. Les responsables sont clairement identifiés par la majorité : non pas les étrangers, mais les forces de la finance. Elles sont aussi celles qui dégradent notre premier bien commun : la planète.

Des propositions, il y en a. L'une des plus puissantes, alors que tout le monde s'échine à expliquer que la politique ne sert à rien, c'est justement de changer de République, de changer d'institutions pour entrer vraiment en démocratie. Entrer en démocratie pour répondre aux besoins des gens, pas à ceux de quelques privilégiés : relancer les services publics, révolutionner l'impôt, opérer la transition énergétique, créer de l'emploi, renégocier les traités européens pour stopper l'austérité, assurer l'égalité femmes-hommes...

Alors faisons-le ! Aujourd'hui, ces aspirations et ces propositions largement partagées semblent absentes du débat politique. Dans le portrait que dressent les médias et les principales forces politiques, on croirait que les valeurs de la République, celles de liberté, d'égalité et de fraternité, seraient à mettre entre parenthèses. Les gouvernements qui se succèdent s'enfoncent dans la voie libérale qui se trouve complètement à contre-courant. Ce sont des idées de gauche, c'est une politique de gauche qui peut fédérer une dynamique populaire. Ce qui n'a pas été fait depuis longtemps. Ne laissons pas le pouvoir à d'autres : prenons-la main.

CE QUE LE PCF VA FAIRE APRÈS CETTE ENQUÊTE

- 1- Nous allons continuer à donner la parole au peuple.
- 2- Nous allons porter haut les aspirations progressistes les plus fortes.
- 3- Nous allons ajuster nos propositions et les approfondir.

ET ENCORE...

Voir la pétition et l'Appel national de Pierre Laurent :
« **Pour 2017, assez de divisions : on vaut mieux que ça !** ».